

[Texte]

From a trade policy point of view, at least in the MTN, the issue is not whether you pay the producer or pay the railroads; the issue is the support the Canadian government is providing to the Canadian grain sector.

Mr. Waddell: I do not know that there is very much to add to that.

Mr. Althouse: Does the same philosophy apply for dredging rivers and so on?

Mr. Gifford: There is a difference. In the FTA, in those 30-odd pages of addendum on how to calculate a producer subsidy equivalent, you notice that the Americans do calculate the economic benefits of the U.S. Corps of Engineers providing services on the Mississippi at less than full cost. The difference between that system and the Canadian system is that subsidy is generally available to everybody who ships product on the Mississippi River. Whether you are shipping coal, manufactured goods, sulphur, or grain, everybody is eligible to receive that subsidized rate. In Canada the WGTA is targeted to a certain number of commodities. That is the big difference.

• 1715

Mr. Althouse: Even though the railways use that income as cross-subsidization for the rest.

Mr. Laporte: Does Mr. Waddell have any comment on that?

Mr. Waddell: I really do not have anything to add to what Mr. Gifford has said. The specific program has not, to the best of my knowledge, been subject to a countervailing duty investigation. Were it to be included in an investigation under the current rules and U.S. legislation, a key issue that would be addressed is whether or not it is generally available or is of specific benefit to a certain sector. We can all draw our own conclusions on what the outcome might be on that point.

Mr. Monteith (Elgin): Mr. Chairman, I was pleased to see that Mr. Gifford had an opportunity to attend our agricultural policy conference this week. He was sitting not too far from me, and I could see him taking notes, particularly when Professor Warley was speaking, whose comments were pointing out how necessary it is to strengthen and clarify article 11. I am not sure if you are practising his comment about walking on water, but we wish you success in that.

I want to pick up on a comment that was made about the United States winning everything. I do not believe they do. Did they not just recently lose a ruling on sugar? How will they keep any assemblage of their U.S. sugar policy? Can they do that through article 11?

[Traduction]

D'un strict point de vue de politique commerciale, du moins au sein de ces négociations multilatérales, la question n'est pas de savoir si l'on verse l'argent aux producteurs ou aux chemins de fer; la question est celle du soutien que le gouvernement canadien accorde au secteur céréalier.

M. Waddell: Je ne pense pas qu'il y ait beaucoup à ajouter à cela.

M. Althouse: Le même principe s'appliquerait-il au domaine du dragage des cours d'eau, etc.?

M. Gifford: Il y a une différence. Dans l'Accord de libre-échange—je parle de ces trente et quelques pages d'annexes sur le calcul de l'équivalence subvention aux producteurs—vous remarquerez que les Américains ont fait le calcul des avantages que représente ce service, sur le Mississippi des ingénieurs américains du *U.S. Corps of Engineers*, pour un montant inférieur au coût réel. La différence entre ce système et le système canadien, c'est qu'aux États-Unis, tous ceux qui font transiter des marchandises sur le Mississippi profitent de cette subvention. Que vous transportiez du charbon, des biens manufacturés, du soufre ou des céréales, vous avez le droit de profiter de ce tarif subventionné. Au Canada, la Loi sur le transport du grain de l'Ouest s'applique à certains produits de base bien précis. Voilà toute la différence.

M. Althouse: Bien que les chemins de fer s'en servent pour pratiquer de l'interfinancement, pour le reste de leur réseau.

M. Laporte: M. Waddell a-t-il quelque chose à dire là-dessus?

M. Waddell: Je n'ai en réalité rien à ajouter à ce qu'a dit M. Gifford. Ce programme précis n'a pas, que je sache, fait l'objet d'une demande d'enquête pour fin d'application de droits compensatoires. Si, conformément au règlement et à la législation américaine, il devait en être ainsi, on examinerait certainement si c'est un programme général ou s'il profite plus particulièrement à un secteur donné. Nous pouvons tous imaginer nous-mêmes ce que serait l'issue d'une telle enquête.

M. Monteith (Elgin): Monsieur le président, je suis heureux de constater que M. Gifford a eu la possibilité d'assister à notre conférence de politique agricole de cette semaine. Il était assis non loin de moi, et je l'ai vu qui prenait des notes, notamment lorsque le professeur Warley a pris la parole et a expliqué à quel point il serait utile de renforcer et de rendre plus claires les dispositions de l'article 11. À un moment donné, il a parlé de marcher sur l'eau; je ne sais pas si vous allez en tenir compte, mais je vous souhaite bien du succès.

On a dit que les États-Unis étaient toujours gagnants. Je ne pense pas que ce soit tout à fait vrai. La décision qui a été récemment rendue à propos du sucre ne leur a-t-elle pas donné tort? Je me demande comment ils vont réussir à maintenir leur politique du sucre. Est-ce que précisément l'article 11 va leur en donner les moyens?